

**BRUZELLE:
PRÉCARITÉ MENSTRUELLE ET ASSOCIATIVE**

ENTRETIEN AVEC VERONICA MARTINEZ

VARIA



"Brisons les tabous. Changeons les règles!": voilà le mot d'ordre de BruZelle, une association belge qui œuvre à la lutte contre la précarité menstruelle depuis 2016 notamment en organisant des collectes et des distributions de serviettes menstruelles jetables. Nous avons rencontré Veronica Martinez, directrice et fondatrice de BruZelle, pour échanger autour de la précarité, menstruelle dans un premier temps, mais aussi de précarité associative illustrée par le fait que les associations sans but lucratif (ASBL) dépendent du bon vouloir des pouvoirs subsidiants pour mener leurs projets sociaux, culturels et associatifs. Des projets dont l'utilité sociale est certes reconnue, mais qui doit être sans cesse redémontrée dans une course aux financements qui ralentit le travail de terrain et maintient les actrices et acteurs sociaux dans l'attente et l'incertitude.



En guise d'introduction, pouvez-vous nous décrire quand et comment est née BruZelle?¹

L'idée de BruZelle a vu le jour en octobre 2016, suite à une rencontre que j'ai eue avec une dame sans domicile fixe dans le métro qui m'a demandé un tampon là où je pensais lui proposer plein d'autres choses, c'est-à-dire un peu d'argent, un vêtement chaud, de la nourriture. Je pense que c'était ma première rencontre avec la précarité menstruelle. Elle m'a expliqué qu'il n'y avait aucune distribution structurelle de produits menstruels et qu'elle ne trouvait pas toujours ces produits-là au même endroit. Il m'a fallu quand même une bonne année pour percuter l'urgence de lutter contre la précarité menstruelle. J'ai fait mes recherches et je me suis rendu compte que là où se trouve la précarité féminine, la précarité menstruelle n'est jamais très loin.

Je n'ai pas de formation au niveau social, donc j'ai commencé cette aventure en constatant qu'il y avait un manque et en essayant de voir comment y pallier de façon pragmatique. Et c'est comme ça qu'ont commencé les premières collectes, d'abord entre copines, dans les garages des unes et des autres. Notre première collecte privée est partie vers le camp de migrants de Grande-Synthe à Calais. Je ne sais plus comment ces personnes ont été informées de cette collecte, ce n'était même pas encore du BruZelle à l'époque, j'imagine que quelqu'un dans notre groupe en a parlé. Ensuite, nous avons répété ces opérations de collecte sous forme de collectif citoyen, et nous avons commencé un peu à être connues, notamment parce que nous collaborions avec DoucheFLUX². Donc les commandes ont vraiment commencé à arriver de façon régulière. À l'époque dont je te parle, nous étions encore toutes bénévoles, et nous nous réunissions le week-end et les soirées, à côté de notre emploi salarié.

À partir de 2017, nous avons fait les démarches pour devenir une ASBL, pour pouvoir prétendre à des subsides viables. Nous étions trois : Valérie, Yves et moi, et nous avons reçu un premier subside de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale (COCOM³) que nous n'avions pas demandé au départ. À l'époque c'était Madame Fremault qui avait ce qu'on appelle une queue de subsides, c'est-à-dire qu'elle avait distribué ses subsides et qu'il lui restait une enveloppe. Elle était touchée par le travail de BruZelle et nous a proposé environ 25 000 euros. Nous n'avons pas dit non évidemment. Ce premier subside nous a permis de louer

1 Propos recueillis par Mona Malak.

2 DoucheFLUX est « un centre de jour pleinement opérationnel offrant des services de première nécessité, un hébergement de transit pour femmes et couples, une multitude d'activités redonnant confiance en soi et dignité aux personnes sans chez-soi ». Voir : <https://doucheflux.be/>

3 La COCOM est une institution bruxelloise compétente en matière d'aide aux personnes et de la santé.

le local dans lequel on se trouve et d'en payer les frais inhérents. Mais nous étions toujours bénévoles à l'époque.

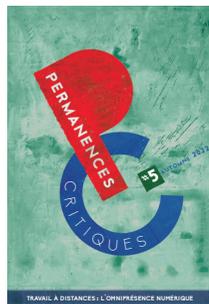
Puis nous avons introduit une demande de subsides en bonne et due forme à la COCOM parce que je voulais travailler à temps plein chez BruZelle. Il fallait gérer les commandes qui augmentaient, ainsi que les demandes de rencontres, les interviews, les rendez-vous. Ça devenait très compliqué à côté d'un boulot et d'une vie privée. Nous avons reçu un premier subside de la COCOM d'une hauteur de 40 000 euros, toujours pour payer le local et pour payer 70% de mon salaire. Donc en août 2020, j'ai commencé à travailler pour BruZelle en tant que salariée. Aujourd'hui, nous sommes trois personnes. Il y a moi, Juliette qui a été engagée grâce à un subside de la Fédération Wallonie-Bruxelles et Hannah qui vient d'être engagée grâce à un subside que nous avons reçu de l'institut pour l'égalité des hommes et des femmes.

Pouvez-vous nous parler de vos missions? Plus concrètement, que vous permettent de faire ces subsides?

Il y a deux grandes missions dans BruZelle. La première c'est la collecte et la distribution gratuite de serviettes menstruelles. Au niveau de la distribution, il y a toute une organisation d'ateliers qui se met en place. Il y a un atelier couture mensuel pour

Cette publication, extraite du n° 5 (octobre 2022) de la revue *Permanences critiques*, est momentanément réservée aux abonné.e.s.

Pour vous abonner, cliquez sur la vignette ci-contre.



Ce cinquième numéro de *Permanences Critiques* invite à réfléchir à ce que l'omniprésence numérique fait au travail. Lorsque, au moyen d'outils numériques, le travail est mis à distance des collègues, du manager, des usagers d'un service, d'une structure d'entreprise formelle, etc., ce sont des environnements de travail entier qui sont refaçonnés, non seulement par la flexibilisation spatio-temporelle qui sous-tend ces modalités de mise au travail, mais aussi parce qu'ils deviennent, de fait, des endroits d'extension du capitalisme numérique. Les contributions de ce numéro en éclairent les différents aspects et réinterrogent sous ce prisme les défis nouveaux qui s'imposent aux mondes du travail.

ÉTUDE

L'ÉCONOMIE DU TÉLÉTRAVAIL DANS LE CAPITALISME POST-PANDEMIQUE

CÉCILE PIRET 9

ANALYSE

NE JETONS PAS LE TRAVAIL AVEC L'EAU DE LA CRITIQUE

FANNY LEDERLIN 35

ANALYSE

DE L'ADMINISTRATION ÉLECTRONIQUE À LA PRIVATISATION NUMÉRIQUE : UNE EXCLUSION PROGRESSIVE DES PLUS PAUVRES DES SERVICES PUBLICS

GILLES JEANNOT 45

ANALYSE

QUAND LE DIGITAL S'ATTAQUE AU TRAVAIL SOCIAL
UN ENTRETIEN AVEC MAGALI GILLARD ET NORA POUPART POUR LE TRAVAIL SOCIAL EN LUTTE 53

ANALYSE

RÉSISTANCES TACTIQUES EN CONTEXTE DE TRAVAIL NUMÉRIQUE : LES CAS DES CHAUFFEURS D'UBER ET DES INFLUENCEUSES D'INSTAGRAM

STÉPHANE COUTURE 65

VARIA

BRUZELLE : PRÉCARITÉ MENSTRUELLE ET ASSOCIATIVE
ENTRETIEN AVEC VERONICA MARTINEZ 75

15 €

Le sommaire du n° 5
de *Permanences critiques*

Info :

<https://www.arc-culture.be/permanences-critiques/>
permanencescritiques@arc-culture.be